



**DECISION N° 048/2021/ARMP/CRD/DEF DU 14 AVRIL 2021  
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN  
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE LA SOCIETE AFRIQUE PRESTIGE  
CONTESTANT L'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU LOT N°1 DU MARCHÉ RELATIF A  
L'ACQUISITION DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES ET DE FOURNITURES DE  
BUREAU, LANCE PAR LE CENTRE HOSPITALIER NATIONAL UNIVERSITAIRE  
ARISTIDE LE DANTEC**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION  
LITIGES,**

VU la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n°2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours de la société Afrique Prestige reçu et enregistré le 12 Mars 2021 au bureau du courrier de l'ARMP sous le n° 0806 ;

VU la quittance de consignation n° 100012021001011 du 12 Mars 2021 ;

Monsieur El hadji DIAGNE, Commissaire aux enquêtes, entendu en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président, de Madame Aïssé Gassama TALL, Messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur Général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision ;

Par courrier reçu et enregistré au secrétariat du CRD le 16 mars 2021 sous le numéro 069/CRD, la société Afrique Prestige a saisi le Comité de Règlement des Différends pour contester l'attribution provisoire du lot n°1 du marché relatif à l'acquisition de consommables informatiques et de fournitures de bureau, lancé par le Centre Hospitalier National Universitaire Aristide Le Dantec.

## **LES FAITS**

Le Centre Hospitalier National Universitaire Aristide Le Dantec a obtenu dans le cadre de son budget 2020 des fonds, afin de financer le marché n° F-SAF-012 relatif à l'acquisition de consommables informatiques et de fournitures de bureau.

A cet effet, il a fait publier, dans la parution du journal « Vox Populi » du samedi 31 octobre et dimanche 01 novembre 2020 l'avis d'appel d'offres N° F-SAF-012 relatif au marché d'acquisition de consommables informatiques et de fournitures de bureau en trois lots :

- Lot 1 : consommables informatiques ;
- Lot 2 : fournitures de bureau ;
- Lot 3 : petits matériels informatiques.

A l'ouverture des plis, six (06) offres ont été reçues pour le lot 1 et les prix ci-après lus publiquement :

Noms des soumissionnaires	Montants des offres lus F CFA TTC
	Lot 1
Groupe Speedo Europe Affaires	33 576 000
TEWA SUARL	37 052 000
Sen Services Informatiques	21 378 650
Oumou Leader Distribution	24 814 515
Afrique Prestige	14 518 720
Prestige NET	38 285 100

Au terme de l'évaluation, la commission technique a proposé d'attribuer le lot 01, au soumissionnaire Sen Services Informatiques dont l'offre a été évaluée conforme, moins disante et jugée remplir les critères de qualification retenus dans le dossier d'appel d'offres pour un montant de vingt et un millions trois cent soixante-dix huit mille six cent cinquante (21 378 650) francs CFA TTC.

Informée du rejet de son offre, suite à la notification de l'attribution provisoire par lettre en date du 01 mars 2021, la société Afrique Prestige a contesté le 03 mars 2021, par un recours gracieux, auprès de l'autorité contractante le choix de l'attributaire du lot 1.

Non satisfaite de la réponse donnée par l'Hôpital Aristide Le Dantec le 08 mars 2021, la requérante a introduit le 12 mars 2021, un recours contentieux auprès du CRD.

Après examen, le CRD a déclaré ledit recours recevable et par décision n°027/21/ARMP/CRD/SUS du 18 mars 2021 ordonné la suspension du lot 1 de la procédure de passation du marché.

Pour les besoins de l'instruction, les documents requis ont, été transmis suivant courrier enregistré à l'ARMP le 07 avril 2021.

## **LES MOYENS DEVELOPPES A L'APPUI DU RECOURS.**

A l'appui de son recours, la société Afrique Prestige considère que son offre a été rejetée sans aucune base légale.

Elle déclare avoir bien déposé les états financiers certifiés, mais pour les attestations de services faits, elle précise que son entreprise vient juste de commencer à participer aux appels d'offres par conséquent elle ne peut pas en disposer.

Elle considère que ce manquement ne peut pas constituer un motif de rejet de son offre.

Fort de cette situation, elle sollicite du CRD qu'il prononce l'annulation de l'attribution provisoire afin qu'elle soit rétablie dans ses droits.

## **LES MOTIFS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE**

L'Hôpital Aristide Le Dantec en transmettant les dossiers précise que la requérante a été déclaré non qualifiée parce qu'elle n'a pas produit les attestations de services fait et qu'en plus les états financiers fournis ne sont pas certifiés malgré la demande de compléments d'information qui lui a été adressée depuis le 03 décembre 2020.

## **OBJET DU LITIGE**

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que le litige porte sur le rejet de l'offre de la société Afrique Prestige pour défaut de qualification en l'occurrence les états financiers certifiés et l'attestation de services fait.

## **EXAMEN DE LA DEMANDE**

Considérant qu'il ressort de l'article 44 du Code des Marchés publics que : « tout candidat a un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché en présentant tous documents et attestations appropriés énumérés dans le dossier à concurrence » ;

Qu'en s'inscrivant dans le même sens, l'article 59 alinéa 2 précise que la qualification des candidats est appréciée au vu des justifications fournies ;

Considérant que dans la clause 5.1 de la section II données particulières définissant les conditions de qualification applicables aux candidats du lot 1 consommables informatiques, il exigé est parmi les critères les points ci-dessous :

### **Pour la capacité financière**

- i) Produire les états financiers des années 2017,2018 et 2019 certifiés par un expert-comptable agréé par l'ONECCA ou par un organisme assimilé ;

### **Pour la capacité technique**

- i) Avoir exécuté durant les cinq dernières années (2015, 2016,2017 ,2018 et 2019) un (01) marché similaire pour chaque lot ;  
(Joindre attestations de bonne exécution et les copies des marchés ou contrats exécutés.)

Considérant que l'examen de l'offre de la requérante montre que le soumissionnaire a fourni dans son offre les états financiers des années 2017 ,2018 et 2019 ;

Que l'examen de ses états financiers a révélé qu'ils ne sont pas certifiés par un expert agréé comme l'exige le DAO ;

Considérant par ailleurs que le dossier ne contient aucune attestation de services au cours des cinq dernières années à compter de 2015 justifiant de sa capacité technique à réaliser les prestations ;

Considérant toutefois, que l'article 44 du CMP dispose « les documents prévus aux alinéas a),b),d),e),f) et éventuellement) et i), non fournis ou incomplets, sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire ;

Que les états financiers et les attestations de services faits entrent dans le champ d'application de cet article ;

Considérant qu'en application de cette disposition du Code des Marchés publics, l'autorité contractante a saisi la requérante le 03 décembre 2020 d'un courrier pour solliciter de cette dernière la production des états financiers certifiés et d'une attestation de service fait au plus tard le 07 décembre 2020 ;

Que dans son courrier réponse en date du 07 décembre 2020, la société Afrique Prestige a informé le Directeur de l'Hôpital Aristide Le Dantec de son impossibilité à fournir une attestation de service fait du fait que son entreprise vient pour la première fois de participer à un appel d'offres ;

Qu'en ce qui concerne les états financiers, elle n'a apporté aucune réponse à la demande de compléments d'information ;

Qu'à cet égard c'est à bon droit que la commission des marchés a rejeté son offre pour défaut de qualification ;

Considérant qu'il apparaît au regard de ce qui précède que le recours n'est pas fondé et doit être rejeté ;

Qu'il y'a lieu d'ordonner la continuation de la procédure de passation du lot 1 dudit marché ainsi que la confiscation de la consignation ;

### **PAR CES MOTIFS :**

- 1) Constate que le DAO avait exigé parmi les critères de qualification : avoir exécuté durant les cinq dernières années (2015, 2016, 2017,2018 et 2019) un (01) marché similaire et la production des états financiers des trois dernières années 2017,2018 et 2019 ;
- 2) Constate que le soumissionnaire a produit les états financiers des années considérées mais non certifiés ;
- 3) Constate que le soumissionnaire n'a fourni aucune attestation de service fait dans son offre ;

- 4) Dit que l'article 44 du CMP dispose que les documents prévus aux alinéas a), b), d), e), f), et éventuellement h) et i), non fournis ou incomplets, sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'Autorité Contractante pour prononcer l'attribution provisoire ;
- 5) Constate que l'autorité contractante a saisi la requérante d'une demande de compléments d'informations relatives aux états financiers et à l'attestation de service faites le 03 décembre 2020 ;
- 6) Constate que dans sa réponse, la requérante déclare ne pas disposer d'attestation de service fait et ne donne aucune information sur les états financiers certifiés ;
- 7) Dit que la décision de rejeter l'offre de la société Afrique Prestige, après une demande de complément d'informations par l'Autorité contractante, est justifiée;
- 8) Dit, qu'en définitive, la décision de rejeter l'offre de la société Afrique Prestige pour défaut de qualification est fondée ;
- 9) Déclare, en conséquence, le recours non fondé, ordonne la continuation de la procédure du lot 1 de l'appel d'offres relatif à l'acquisition de consommables informatiques et de fournitures de bureau ainsi que la confiscation de la consignation ;
- 10) Dit que le Directeur général de l'ARMP est chargé de notifier à la société Afrique Prestige, au Centre Hospitalier National Universitaire Aristide Le Dantec, ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée dans le site officiel des marchés publics.

**Le Président**

**Mamadou DIA**

**Les membres du CRD**

**Aïssé Gassama TALL**

**Moundiaye CISSE**

**Mbareck DIOP**

**Le Directeur Général,  
Rapporteur**

**Saër NIANG**